

# Bhopal: une longue fuite pour échapper à la justice

En décembre dernier, l'Inde a rendu un nouvel hommage aux victimes de la catastrophe de Bhopal. Trente ans après, les plaies ne sont toujours pas refermées chez les survivants et leurs descendants. Le sentiment que justice ne leur a toujours pas été rendue domine.

**Rob Edwards**

Journaliste free-lance, [www.robedwards.com](http://www.robedwards.com)

**Des enfants jouent au cricket dans les ruines de l'usine d'Union Carbide à Bhopal, novembre 2009. Trente ans après la catastrophe, les terres et la nappe phréatique sont toujours très polluées.**

Image: © Belga, AFP



Dans la chaleur et l'agitation d'une rue de la ville indienne de Bhopal, les flammes sont venues lécher les logos des deux entreprises géantes. Le logo bleu d'Union Carbide et le rouge de Dow Chemical Company, auxquels on avait ajouté des crânes, ont été dévorés par les flammes en quelques secondes.

La colère qui est à l'origine de ce bûcher symbolique trouve sa cause à quelques mètres à peine derrière une haute enceinte de sécurité: l'usine de pesticides, aujourd'hui à l'abandon et envahie par la végétation, mais qui, il y a 30 ans, a laissé échapper un gaz toxique qui a tué plus de 25 000 personnes.

La catastrophe de l'usine chimique d'Union Carbide à Bhopal, dans une région surpeuplée et marquée par la pauvreté du centre de l'Inde, le 3 décembre 1984, a représenté l'un des plus graves accidents industriels survenus sur la planète et il est devenu depuis lors l'un des exemples les plus caricaturaux au monde de l'injustice en matière d'environnement.

Union Carbide et le géant américain de la chimie Dow, qui a repris cette entreprise en 2001, sont, à l'égard de la justice, des fugitifs: depuis des décennies, ces entreprises ont à maintes reprises refusé de comparaître

devant des tribunaux indiens pour répondre des charges criminelles qui pèsent sur elles. Jamais, elles ne se sont excusées.

Il n'est donc pas étonnant qu'elles aient été la cible de la colère des participants aux manifestations massives qui ont eu lieu à Bhopal pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de la catastrophe, en décembre 2014. "De nos jours, l'image de l'entreprise constitue un élément essentiel et c'est pourquoi nous voulons les frapper là où cela leur fera le plus mal", a déclaré le leader de la campagne à Bhopal, Sathyu Sarangi.

"Nous nous sommes dit que nous devions profaner ce qui était sacré pour elles",

## **Bhopal: chronologie d'une catastrophe**

**3 décembre 1984:** une citerne remplie de 40 000 kilogrammes d'isocyanate de méthyle, hautement toxique, explose sur le site de l'usine de fabrication de pesticides d'Union Carbide; le gaz se répand dans la ville de Bhopal, tuant au moins 3 800 personnes en quelques heures.

**7 décembre 1984:** le président d'Union Carbide, Warren Anderson, est arrêté à son arrivée à Bhopal, puis libéré sous caution, avant de fuir le pays sur ordre du gouvernement indien.

**9 février 1989:** le principal magistrat de Bhopal délivre un mandat d'arrêt sans caution à l'encontre de Warren Anderson, pour avoir, de manière répétée, ignoré ses citations à comparaître.

**14 février 1989:** la Cour suprême indienne approuve le règlement de 470 millions de dollars négocié entre le gouvernement indien et Union Carbide, et qui entraîne l'arrêt des procédures civiles et pénales.

**3 octobre 1991:** la Cour suprême indienne accepte de rouvrir les poursuites pénales à l'encontre d'Union Carbide.

**1 février 1992:** le tribunal de Bhopal déclare que Warren Anderson a ignoré quatre citations à comparaître et "se soustrait à la justice".

**26 novembre 1996:** interdiction de consommer l'eau du réseau local de distribution après la découverte de la pollution de cette eau par les produits chimiques d'Union Carbide.

**6 février 2001:** Union Carbide est rachetée par le géant américain de la chimie Dow.

**28 août 2002:** le principal magistrat de Bhopal demande l'extradition immédiate de Warren Anderson des États-Unis pour faire face aux accusations d'homicide volontaire.

**22 novembre 2002:** des documents publiés dans le cadre d'un procès devant un tribunal de New York révèlent qu'Union Carbide avait découvert la contamination du sol et de l'eau

autour de son usine de Bhopal, mais qu'elle avait dissimulé ces conclusions.

**6 janvier 2005:** le principal magistrat de Bhopal cite Dow à comparaître devant le tribunal pour que la société explique pourquoi sa filiale Union Carbide n'était pas venue se défendre des accusations qui pesaient contre elle.

**7 juin 2010:** huit anciens responsables d'Union Carbide en Inde sont condamnés pour des négligences ayant conduit à la catastrophe de Bhopal.

**29 septembre 2014:** Warren Anderson meurt aux États-Unis.

**12 novembre 2014:** Dow une fois encore ne comparaît pas au tribunal suite à d'autres citations à comparaître adressées par le principal magistrat de Bhopal.

**3 décembre 2014:** des milliers de manifestants parcourent les rues de Bhopal pour le 30<sup>e</sup> anniversaire, en demandant justice à Dow.

a-t-il expliqué, assis dans le bureau encombré du service médical qu'il a contribué à mettre en place pour les survivants de la catastrophe. "Nous voulons donner des ulcères à leurs dirigeants. Ils ont causé des dommages énormes à la santé des hommes et à la planète, et ils s'en sont tirés sans encombre."

Dow soutient que des compensations ont déjà été versées aux victimes et à leurs familles et qu'elle n'a pas à assumer les autres responsabilités des actes de son prédécesseur Union Carbide. Mais ces arguments sont rejetés avec colère par les responsables de la campagne.

Sarangi a ainsi souligné que les 3,2 milliards de dollars de compensations prévus dans un accord de règlement accepté par une filiale de Dow en 1998 en raison de problèmes de santé causés par des implants mammaires en silicone aux États-Unis correspondaient à un montant cent fois supérieur à ce qui a été accordé aux survivants de Bhopal. Il a ajouté qu'au terme d'une brève bataille juridique, Dow avait également accepté de porter la responsabilité dans des dossiers de plaintes liées à l'amiante visant Union Carbide aux États-Unis.

"Dow s'est ainsi montré coupable de pratiquer des 'doubles standards' et du 'racisme environnemental' parce que la valeur que l'entreprise accorde à la vie d'un habitant de l'Inde est très inférieure à celle accordée à la vie d'un habitant des États-Unis", a souligné Sarangi. Il a également accusé l'entreprise de recourir à des "astuces déloyales" pour défendre ses intérêts.

### Fugitifs

Durant trois décennies, la principale cible de la colère des foules indiennes a été l'ancien président d'Union Carbide, Warren Anderson. Quatre jours après l'accident, en 1984, il a été arrêté à son arrivée à Bhopal. Mais il a ensuite été libéré sous caution et a rapidement quitté le pays avec l'appui du gouvernement indien, pour ne jamais y revenir.

En 1989, le magistrat principal de Bhopal a délivré un mandat d'arrêt à l'encontre d'Anderson pour avoir ignoré à plusieurs reprises ses convocations. En 1992, le tribunal de Bhopal a indiqué que l'homme avait ignoré quatre citations à comparaître et qu'il "se

soustrayait à la justice". En 2002, le tribunal a demandé l'extradition immédiate d'Anderson des États-Unis pour qu'il vienne répondre des accusations d'homicide volontaire.

Mais Anderson a ignoré toutes les tentatives déployées par le système judiciaire indien à son encontre et il a vécu reclus aux États-Unis. Le 29 septembre 2014, il est décédé à l'âge de 92 ans, dans une maison de retraite de Vero Beach, en Floride, ayant fui ainsi la justice jusqu'à la fin.

Mais sa notoriété est sans aucun doute amenée à lui survivre et elle pourrait encore s'accroître en raison de la sortie d'un nouveau film intitulé "Bhopal: A Prayer for Rain", dans lequel l'acteur de la série "À la Maison-Blanche", Martin Sheen, incarne Anderson. Le film, qui est sorti sur les écrans aux États-Unis et en Inde en 2014, doit encore arriver en Europe.

Dans le film, Anderson déclare qu'Union Carbide pourrait bénéficier d'une "possibilité plausible de nier" sa responsabilité dans le désastre de Bhopal. L'acteur Martin Sheen a lui-même apporté son soutien à la campagne pour rendre justice aux milliers de survivants qui souffrent encore.

Suite au décès d'Anderson, les promoteurs de la campagne indienne ont décidé de marquer le 30<sup>e</sup> anniversaire en soulignant le fait que, si détesté qu'il ait été, l'homme n'était pas la seule personne responsable de la tragédie qui se prolonge à Bhopal. Dans une longue, bruyante et furieuse protestation, des activistes se sont accompagnés de roulements de tambour pour désigner et pour accuser Dow, Union Carbide et plus de 70 industriels de premier plan, fonctionnaires, magistrats et autres protagonistes du dossier, dont les manquements ont empêché que justice soit rendue aux survivants de Bhopal.

Tout comme Anderson, Dow a ignoré une série de citations à comparaître envoyées par les tribunaux indiens pour répondre des charges à son encontre. En 2005, la société américaine a été sommée par le principal magistrat de Bhopal d'expliquer pourquoi sa filiale, Union Carbide, n'avait pas été en mesure de faire face aux accusations. Récemment encore, le 12 novembre 2014, Dow a une fois encore fait défaut et ne s'est pas présentée au tribunal pour répondre à d'autres citations à comparaître.

---

"Ceux qui se sont battus si durement depuis si longtemps sont maintenant conscients qu'ils peuvent mourir sans avoir vu la justice l'emporter."

---



**Les familles des milliers de victimes de l'accident de Bhopal n'ont jusqu'à présent reçu qu'une très modeste indemnisation.**  
Image: © Belga

## Historique des fuites

Selon le responsable de la campagne, une fuite de gaz toxique s'était produite à l'usine en décembre 1981 en tuant un travailleur. En janvier 1982, une autre fuite a entraîné l'hospitalisation de 25 travailleurs ; elle a été suivie par une autre fuite en mars et par une autre encore en octobre, qui a provoqué l'hospitalisation de centaines d'habitants des environs.

Un journaliste de Bhopal, Rajkumar Keswani, a rédigé une série d'articles dans la presse locale sur les risques présentés par l'usine ; un audit d'experts américains a indiqué avoir identifié 61 dangers dont 30 étaient considérés comme majeurs. En 1983, un avocat local, dans un avis juridique à propos de l'usine, soulignait qu'elle posait un risque sérieux pour la santé et la sécurité.

L'accident de décembre 1984 a commencé lorsqu'un gaz mortel utilisé pour la production d'insecticides, l'isocyanate de méthyle, s'est échappé d'une citerne de l'usine. Le gouvernement régional a fixé le chiffre des décès immédiats à 3 787 personnes, mais les survivants soutiennent que le chiffre réel se situe plutôt aux alentours de 8 000 morts.

Le gaz dessèche les poumons et brûle les yeux de ceux qui y sont exposés. Dans les trois décennies qui ont suivi, les responsables de la campagne indiquent que le chiffre des décès a atteint 25 000 (...) et ce n'est pas fini", en raison des très nombreuses maladies causées par la contamination persistante de l'eau et du sol autour de l'usine.

Pas moins de 150 000 personnes continuent à lutter contre des maladies chroniques, dont la tuberculose et des cancers "endémiques" affirment-ils. On estime que 50 000 personnes continuent à vivre aux alentours de l'usine, alors que les eaux souterraines sont contaminées par les produits chimiques et les métaux toxiques entassés dans des décharges de déchets dangereux.

## Solidarité internationale

La campagne contre Dow a reçu le soutien de syndicalistes en Inde et partout dans le monde. Une délégation de six syndicats britanniques s'est rendue à Bhopal pour le 30<sup>e</sup> anniversaire afin de montrer leur solidarité avec les

## Des dédommagements "scandaleusement inadéquats"

Le comportement de Dow a été stigmatisé par l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International<sup>1</sup>. Les 470 millions de dollars de compensation octroyés en 1989 ne représentaient que 14 % des montants réclamés et cette somme correspondait en moyenne à moins de 1 000 dollars par personne, a rappelé le secrétaire général de l'association, Salil Shetty.

"Ce montant était scandaleusement inapproprié, ce qui, je pense, témoigne d'un niveau choquant d'indifférence et de mépris vis-à-vis des victimes indiennes", a-t-il déclaré. Union Carbide et Dow ont trouvé refuge aux États-Unis pour se mettre à l'abri de la justice et elles ont fait preuve d'un "mépris arrogant" pour le système judiciaire indien.

"Ceux qui ont survécu ont été confrontés à un marathon long de trois décennies durant lesquelles ils ont dû se battre à chaque étape du chemin pour de maigres dédommagements :

les traitements médicaux les plus basiques, une eau suffisamment propre et des indemnités financières très limitées : tout cela est insultant", a estimé Shetty.

"Malheureusement, plusieurs de ceux qui se sont battus si durement depuis si longtemps sont maintenant conscients qu'ils peuvent mourir sans avoir vu la justice l'emporter. Mais leur combat est repris par les nouvelles générations, celles de leurs enfants et des enfants de leurs enfants, qui sont nés avec des maladies et qui sont exposés à une contamination qui n'a pas cessé sur le site abandonné de l'usine", a-t-il poursuivi.

Shetty accuse Union Carbide de ne pas avoir pris les précautions de sécurité essentielles dans l'usine de Bhopal avant l'accident. "Puisque des générations de survivants continuent à se battre pour faire établir les responsabilités, il leur faudra démonter les manipulations de l'entreprise et démontrer qu'il ne s'est pas agi d'un tragique accident, mais d'une catastrophe qui aurait pu être évitée", affirme-t-il.

## **Bhopal: le plus douloureux des réveils**

Lorsque Rashida Bee s'est réveillée chez elle, dans la ville indienne de Bhopal, tôt le matin du 3 décembre 1984, elle avait les yeux pleins de larmes. "J'ai eu l'impression que quelqu'un brûlait des piments, dit-elle. Nous ne savions pas ce qui était en train de se passer."

Dehors, les gens couraient en criant que tout le monde allait mourir; alors toute la famille s'est levée et s'est mise à courir. "Mes yeux restaient fermés: je ne parvenais pas à les ouvrir à cause de la douleur. Mais chaque fois que je réussissais à les entrouvrir, tout ce que je voyais c'étaient des amoncellements de corps éparpillés autour de moi."

Les gens couraient sur les corps sans les voir et ce fut aussi le cas de Rashida. "C'est à ce moment-là que j'ai entendu une annonce disant que le gaz avait cessé de fuir de l'usine Union Carbide. C'était la première fois que j'entendais ce nom d'Union Carbide."

En raison d'une fuite, de l'isocyanate de méthyle, un produit extrêmement toxique provenant d'une usine de pesticides gérée par la société chimique américaine Union Carbide, s'était répandu sur le quartier environnant, densément peuplé, et avait tué jusqu'à 8 000 personnes en quelques heures. Le produit avait brûlé leurs rétines, déchiré leurs poumons et les avait étouffées.

Une amie de Rashida, Champa Devi, avait été réveillée par un voisin qui l'a avertie qu'ils devaient tous s'enfuir, sinon ils allaient mourir. "Au moment où nous avons ouvert la porte, le gaz est entré dans la maison, raconte-t-elle. Nous avons commencé à tousser et nos yeux brûlaient. Nous avons même du mal à respirer. Nous nous sommes rués hors de la maison dans les vêtements que nous portions à ce moment-là."

Elle n'a jamais oublié ce qu'elle a vu: "Les gens couraient, ils toussaient et ils poussaient des cris d'agonie. Je ne voyais rien, à part un

brouillard blanc et une masse de gens devant nous: tous ceux qui étaient tombés sur le sol et que personne ne relevait."

Champa a réussi à arriver à l'hôpital, envahi par des gens pleurant et criant. "Les corps étaient entassés comme on empile des sacs de blé. Tous ceux qui tombaient ou qui s'évanouissaient étaient jetés sur la pile. Les médecins n'avaient aucune indication leur permettant de savoir comment affronter la situation et quels médicaments employer. J'étais terrifiée."

### **Des cadavres, des cadavres et encore des cadavres**

Il existe des milliers de témoignages de cette terrible nuit, dont bon nombre sont réunis dans le Musée du souvenir de Bhopal. Créé par des groupes de survivants et des activistes, il a ouvert dans un faubourg de la ville en décembre 2014.

Le musée a été conçu pour couper l'herbe sous le pied d'un mémorial officiel prévu par le gouvernement de l'État du Madhya Pradesh sur le site de l'usine Union Carbide, aujourd'hui abandonnée. Les survivants s'opposent au mémorial officiel en raison de leurs critiques envers ce gouvernement, qu'ils rendent responsable de certaines des injustices dont ils ont souffert.

Une habitante, Ruby Parvez, explique comment elle continue à pleurer et à trembler quand elle repense à ce qui s'est passé. "Nous étions en train de dormir quand j'ai senti une sensation de brûlure aux yeux et j'ai été prise de vertige", raconte-t-elle.

"La sensation de brûlure s'est intensifiée et nous respirions de plus en plus difficilement. Nous avons vu une épaisse fumée et nous avons commencé à paniquer. Notre voisin nous a dit: 'Réveillez-vous! il y a une fuite de gaz et vous devez fuir si vous ne voulez pas mourir!'"

Parvez s'est enfuie; elle a été prise de vomissements et elle a perdu conscience pendant quelques heures. Son cousin, qui était avec elle, est mort, comme un grand nombre de ses parents. "Nous étions horrifiés de ce que nous

---

"J'ai eu l'impression que mon existence était vide et stérile et que je me trouvais frappée d'une sorte de paralysie mentale."

---

voyions. Il y avait des cadavres partout et des carcasses d'animaux tout autour."

Un autre survivant de Bhopal, Gangaram, qui a aujourd'hui 67 ans, dormait avec sa couverture sur son visage. "Lorsque je suis sorti, il y avait des milliers de gens qui s'enfuyaient", se souvient-il. "Soudainement, j'ai commencé à tousser et mes yeux se sont mis à brûler. Alors, avec ma famille, je me suis mis à courir dans la même direction que tous les autres. Entre ma maison et la gare des bus, il n'y avait que des cadavres, des cadavres, des cadavres et uniquement des cadavres."

Dans la première salle du musée, il y a le pyjama orange que portait le petit Sajid lorsqu'il est mort en 1984, étouffé par le gaz empoisonné provenant de l'usine Union Carbide.

Lorsque sa mère, Bismilla Bee, l'a vu, à l'ouverture du musée, 30 ans plus tard, elle n'a pu empêcher d'être submergée par un flot de souvenirs douloureux. Ignorant les militants, les journalistes et les officiels qui se massaient autour d'elle, elle a été secouée par des convulsions et de bruyants sanglots.

Elle avait donné le pyjama au musée mais de le voir ainsi exposé a déclenché un irrésistible chagrin. D'autres souvenirs personnels tout aussi tragiques sont exposés: une poupée écrasée, une batte de cricket, une robe de mariée, une canne, un stéthoscope ou une paire de béquilles...

## Des flammes, et non des fleurs

Rashida Bee et Champa Devi, qui approchent à présent la soixantaine, sont deux des survivants à l'origine du musée. Par-dessus tout, elles entendent porter témoignage du coût permanent de "l'holocauste" de Bhopal comme on l'appelle en Inde. La contamination persistante provoquée par l'accident est à présent reconnue comme ayant entraîné la mort de 25 000 personnes et causé un nombre bien plus élevé encore de maladies.

Le fils de Champa, incapable de supporter la douleur constante qu'il éprouvait à la poitrine depuis la fuite de gaz, s'est suicidé en 1992 ; son mari est mort d'un cancer de la vessie en 1993 ; sa fille a été paralysée six mois après l'accident et malgré des traitements intensifs, elle conserve toujours une déformation à la bouche.

"J'ai eu l'impression que mon existence était vide et stérile et que je me trouvais frappée d'une sorte de paralysie mentale", se souvient-elle. "Mais en voyant les familles autour de moi, j'ai vite compris qu'il y avait beaucoup de gens comme moi, qui avaient perdu ceux qu'ils aimaient à cause du gaz. La vie devait continuer.

C'est ainsi que j'ai décidé de consacrer le reste de mon existence à me battre pour que justice soit rendue aux victimes du gaz de Bhopal."

Champa et Rashida, qui toutes deux avaient reçu une éducation traditionnelle et n'avaient jamais fréquenté l'école, sont à présent deux des leaders les plus expérimentés du mouvement qui veut rendre justice aux survivants de Bhopal. Elles ont remporté le Goldman Environmental Award en 2004 et elles ont offert les 125 000 dollars de leur prix pour créer le Chingari Trust, une association de femmes qui dirigent une clinique pour les enfants des survivants de Bhopal.

"Chingari" désigne l'étincelle au départ du feu, et ce mot fait écho au cri de ralliement utilisé par Champa et Rashida : "Nous sommes les femmes de Bhopal, nous sommes des flammes et non des fleurs."

Les deux femmes collaborent à la direction d'une usine de papeterie qui emploie des femmes ayant survécu à la catastrophe et elles ont constitué un syndicat et cherchent à garantir une rémunération et des conditions de travail correctes. Entourées par leurs camarades de travail, elles étaient debout dans la chaleur de la cour de l'usine, en décembre, l'air indomptable.

"C'est la volonté de toutes ces femmes rassemblées qui nous a permis de ne jamais baisser les bras", déclare Rashida. "Lorsque la tragédie apporte la souffrance dans votre vie, vous devez garder confiance et être fort. Si vous continuez à vous battre, vous verrez que vous finirez par l'emporter."

---

**50 000 personnes continuent à vivre aux alentours de l'usine, alors que les eaux souterraines sont contaminées par les produits chimiques et les métaux toxiques.**

---

survivants, et des militants de nombreux autres pays étaient également présents.

Selon Eurig Scandrett, de l'University and College Union à Édimbourg, si les préoccupations des syndicats en matière de sécurité et d'économies excessives avaient été écoutées, l'accident ne serait jamais arrivé. "À la place, les entreprises rejettent la faute sur les travailleurs et privilégient leurs profits au détriment de la santé des travailleurs et de la sécurité de l'environnement", a-t-il affirmé.

La Scottish Hazards Campaign, qui cherche à améliorer la santé et la sécurité au travail, a décrit ce qui s'est passé à Bhopal comme étant "la pire catastrophe industrielle de notre époque". La porte-parole de la campagne, Kathy Jenkins, a déclaré : "L'engagement, la force et l'endurance des habitants de Bhopal sont une source d'inspiration pour nous tous, pour continuer à lutter pour des lieux de travail qui soient sûrs."

Dans une déclaration préparée, Dow a décrit la fuite de gaz de 1984 comme une

"terrible tragédie" qui ne devrait jamais être oubliée. "N'oublions pas non plus les faits et évitons de réécrire l'histoire", a déclaré un porte-parole de l'entreprise, Scot Wheeler.

"Le fait est que Dow n'a jamais été présente à Bhopal et n'y a jamais eu aucune responsabilité, contrairement à ce que certains groupes prétendent à tort. Il est important de noter que Dow n'a jamais été propriétaire de cette usine et ne l'a jamais gérée", a-t-il affirmé.

"Dow a racheté les actions d'Union Carbide Corporation plus de 16 ans après la tragédie et 10 ans après l'accord de règlement de 470 millions de dollars – payés par Union Carbide Corporation et par Union Carbide India, Limited – qui avait été approuvé après examen par la Cour suprême indienne en 1991."

Wheeler a ajouté : "Comme Dow n'a jamais possédé ou géré le site de Bhopal, tous les efforts pour chercher à impliquer directement Dow dans des procédures judiciaires en Inde à propos de la tragédie de Bhopal de 1984 sont inappropriés, erronés et sans fondement." ●